

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe



19022769

de

TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE

01 FEV. 2019

DU BRABANT WALLON
GreffeN° d'entreprise : 0719.715.749
Dénomination(en entier) : Innergic
(en abrégé) :

Forme juridique : S.N.C - Société en Nom Collectif

Adresse complète du siège : 26 rue du Pont-au-Lin 1390 Grez-Doiceaux

Objet de l'acte : Constitution**ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS**

Entre les soussignés :

-Monsieur Benjamin MALHERBE, né à Singapour le 26 septembre 1997, de nationalité Belge, résidant à Grez-Doiceaux, au numéro 24, Rue du Pont-au-Lin, Commune de Grez-Doiceaux en Belgique.

ET

-Monsieur Nathan GERARD, né à Ho-chi-Minh Ville le 03 novembre 1995, de nationalité belge, résidant à Corbais, au numéro 08, Rue Thomas, Commune de Mont-Saint-Guibert en Belgique.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TITRE I : DENOMINATION-SIEGE-OBJET-DUREE

Article premier : Dénomination

Il est constitué entre les personnes précitées, dans le cadre de la législation en vigueur au royaume de Belgique, une Société en Nom Collectif sous la dénomination INNERGIC.

Article deux : Siège social

Le siège social est établi à Grez-Doiceaux au numéro 26, Rue du Pont-au-Lin, dans la commune de Grez-Doiceaux, en Belgique.

Ce même siège social, peut, selon les nécessités, être déplacé à un autre lieu en Belgique, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises aux modifications des statuts. Tout transfert du siège social pourra être décidé par le gérant.

Ces décisions devront être déposées au Greffe du tribunal de commerce pour inscriptions supplémentaires au Registre du Commerce et à BNP Paribas Fortis en vue de la publication au Carrefour entreprise.

Article trois : Objet social

La société a pour objet :

Le commerce, marketing, l'achat et la vente de produits vestimentaires et d'accessoires.

Article quatre : Durée

La société est constituée pour une durée illimitée à date de la signature des présents statuts.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par décision de l'Assemblée Générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

La société ne peut être dissoute par la mort, la disparition, la faillite ou l'interdiction d'un associé.

La société pourra, moyennant l'accord unanime des associés, se transformer en une société d'un autre type, sans que cette transformation ne donne lieu à une personne morale nouvelle.

TITRE II : CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article cinq : Capital

Le capital social est fixé à 1.000,00 EUR (Mille euros). Il est divisé en 100 parts sociales, d'une valeur de 10 EUR, représentant chacune un centième de l'avoir social.

Article six : Souscription et Libération

Les parts sociales sont souscrites de la façon suivante :

1. Benjamin MALHERBE 50 parts

2. Nathan GERARD 50 parts

Totalité : cent parts sociales 100 %

Le capital social est entièrement libéré en espèce et la somme de 1.000 EUR sera libérée et mise à la disposition de la société.

Article sept : Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale prise à l'unanimité des associés. L'assemblée Générale détermine les modalités de l'augmentation ou de la diminution du capital.

L'augmentation du capital peut se faire avec ou sans émission de parts nouvelles. En cas d'augmentation du capital avec émission de parts nouvelles, l'Assemblée Générale fixe les conditions de l'émission et du droit de souscription des parts.

Article huit : Droit de préférence

Dans les conditions et délais fixés par l'Assemblée Générale, les associés ont un droit de préférence pour la souscription des nouvelles parts. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts possédées par chaque associé.

Article neuf : Cession des parts

Les parts sociales sont cessibles selon accord donné lors de l'Assemblée Générale.

La cession de parts sociales à une personne autre qu'un associé, est soumise à la décision de l'Assemblée Générale. En tout état de cause, les associés jouissent de droit de privilège pour le rachat des parts sociales qui seraient offertes à la cession.

Article dix : Transmission de parts sociales

En cas de décès d'un associé, les héritiers devront se mettre d'accord pour la désignation d'une personne pour reprendre les parts de ce dernier. De plus, les transmissions de parts à la personne désignée par les héritiers sera, sauf s'il s'agit d'un associé ou d'un descendant en ligne directe du défunt, soumise à l'agrément des associés.

Article onze : Registre des associés

Les titres ou parts sociales de chaque associé sont constatés par un certificat nominatif et leur opposabilité à la société résultera de leur reprise au registre des associés tenus au siège social.

Article douze : responsabilités des associés

Chaque associé n'est responsable des engagements de la société qu'à concurrence de sa participation.

TITRE III : GERANCE ET SURVEILLANCE

Article treize : désignation du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommé par l'Assemblée Générale parmi les associés pour un mandat d'une durée de 3 ans renouvelable.

Le gérant portera le titre de Directeur Général. Il peut nommer un Directeur Administratif et Financier pour l'assister dans ses fonctions.

Pour le premier mandat de 3 ans, les associés conviennent et acceptent de nommer Monsieur Benjamin MALHERBE en qualité de Gérant principal et Monsieur Nathan GERARD en qualité de Gérant secondaire.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 13/02/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

Article quatorze : Pouvoirs du gérant

Le Gérant assure la gestion courante de la société dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par les présents statuts ou par l'Assemblée Générale. Ainsi, le gérant aura tous les pouvoirs, pour engager la société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet social de la société. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances ainsi que pour faire autoriser tous les actes et opérations d'administration.

Il fait notamment tous les achats, conclut et exécute tous les marchés, dresse et arrête tous les comptes et factures, souscrit tous les billets, chèques et lettre de change, les accepte, endosse et escompte. Il ouvre tous comptes en banque, paye et reçoit toutes sommes, il en donne ou en retire toutes quittances ou décharges, négocie, concilie et transige. En cas de faillite, il est habilité à faire toutes déclarations, affirmations et contestations, il intervient à la liquidation et répartition. Il conclut et résilie tous contrats de location. Il engage et licencie le personnel nécessaire et en détermine la rémunération.

Toutes autres opérations de disposition, notamment l'achat ou la vente d'immeuble, l'emprunt, la constitution d'hypothèque, devront faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Assemblée Générale. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies pour compte de la société par le gérant qui peut, dans les limites légales, déléguer un mandataire spécial.

En outre, le Gérant peut déléguer ses pouvoirs pour les opérations de gestion courante à une personne tierce, associée ou non. Ainsi, il pourra sous sa responsabilité :

- a) Confier la direction de tout ou en partie, d'une branche déterminée des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, associés ou non ;
- b) Fixer les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes déléguées ;
- c) Révoquer les personnes déléguées.

Article quinze : Conflits d'intérêts et responsabilités

Le gérant qui a un intérêt personnel direct ou indirect oppose à celui de la société dans une opération, une série d'opération ou une décision à prendre, doit le déclarer aux associés et la décision ne pourra être prise ou l'opération ne pourra être effectuée que par un mandataire ad hoc désigné par l'Assemblée Générale.

Le Gérant est tenu tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis de tiers, de réparer le préjudice résultant d'un avantage qu'il se serait abusivement procuré au détriment de la société ou de tout autre acte personnel d'improbité ayant causé préjudice à la société ou aux tiers.

Le Gérant ne contracte aucune obligation personnelle relative aux engagements de la société.

Article seize : Rémunération du Gérant

L'Assemblée Générale peut allouer au gérant un traitement fixe ou variable à porter aux frais généraux, en rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à ses fonctions respectives.

Article dix-sept : Surveillance

Dans les limites de la législation en vigueur, sauf changement ultérieur des conditions de la société, la surveillance de la société est assurée par un réviseur Comptable agréé, personne physique ou morale, à désigner par l'Assemblée Générale, pour auditer et certifier les comptes de la société.

Article dix-huit : Pouvoir des commissaires aux comptes

Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Il peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et toutes les écritures de la société. Il soumet le résultat de son audit à l'Assemblée Générale avec les avis et considérations, ainsi que les propositions nécessaires et fait connaître le mode d'après lequel il a contrôlé les inventaires de la société.

Article dix-neuf : Rémunération

L'Assemblée Générale convient avec le Commissaire aux comptes désigné des modalités de travail de ce dernier ainsi que de sa rémunération pour les services prestés.

TITRE IV : ASSEMBLEE GENERALE**Article vingt : Réunions de l'Assemblée Générale**

Les associés se réunissent en Assemblée Générale pour délibérer de tous les objets qui intéressent la société.

Toutefois, lorsqu'il s'agit des modifications aux statuts, les associés présents ou représentés doivent posséder et donc représenter les trois quarts au moins du nombre total des parts sociales.

Article vingt-et-un : Convocation et modalités

La tenue d'une Assemblée Générale Ordinaire au siège social ou tout autre endroit est à déterminer par les administrateurs et se déroule au minimum une fois par an.

La convocation pour toute Assemblée Générale contient l'ordre du jour et est faite par lettre actée et recommandée ou tout autre moyen approprié, en respectant le délai de trente jours.

Si l'ordre du jour comporte des modifications aux statuts, l'objet des modifications proposées doit être indiqué avec précision dans la convocation.

Lorsqu'il s'agit d'une réduction du capital ou du nombre de parts sociales, la convocation doit indiquer la manière dont la réduction sera opérée.

Les associés peuvent se faire représenter par un mandataire. Ils peuvent émettre leur vote par écrit. A cet effet, la convocation contiendra le texte des résolutions proposées que les associés pourront approuver ou rejeter ; les procès-verbaux sont signés par les gérants et les associés qui le demandent.

Article vingt-deux : Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale annuelle entend le rapport du gérant, délibère et statue sur le bilan et le compte de profit et sur les affectations des bénéfices. Et se prononce ensuite par vote spécial sur le décharge du gérant.

Article vingt-trois : Vote

Chaque part sociale confère une voix.

Les décisions de l'Assemblée Générale, y compris celles impliquant la modification aux statuts, sont prises à l'unanimité de tous les associés.

Article vingt-quatre : Procès-Verbaux

Les procès-verbaux des Assemblées Générales sont signés par les associés et consignés dans un registre tenu au siège social.

Les copies ou extraits à produire en justice ou à publier sont signés par le Gérant et déposés au greffe du Tribunal de commerce par ses soins.

TITRE V : EXERCICE SOCIAL-REPARTITION**Article vingt-cinq : Exercice social**

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, Sauf le premier exercice qui débute le jour de la signature des statuts,

Article vingt-six : Rapports d'activités

Chaque année, le Gérant doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières (le cas échéant) ainsi que toutes les créances et dettes de la société avec une annexe en résumé tous les engagements ainsi que les dettes et les créances de chaque associé à l'égard de la société.

Le Gérant dressera chaque trimestre un rapport d'activités de la société et la fin de chaque année, un rapport annuel global sur l'accomplissement de son mandat et sur les opérations de la société réalisées au cours de l'exercice social. Ce rapport doit commenter le bilan et le compte de résultats et faire des propositions sur l'affectation des bénéfices éventuels.

Le bilan et le compte de résultats sont déposés par le Gérant dans les trente jours de leur approbation au registre de commerce du siège social.

Article vingt-sept : Répartition

L'excédent favorable au bilan après déduction des charges, frais généraux, amortissements nécessaires et les contributions constituent le bénéfice net de la société. Il est reparté entre les associés en proportion des parts qu'ils possèdent. Chaque part donne un droit égal.

L'Assemblée Générale peut, toute fois décider que tout ou une partie du bénéfice soit affectée à la création d'un fond de réserve spéciale ou d'un fond d'amortissement de parts sociales ou reporte à nouveau.

TITRE VI : DISSOLUTION ET LIQUIDATION**Article vingt-huit : Dissolution**

La société peut être dissoute à tout moment par décision explicite de l'Assemblée Générale prise à l'unanimité des associés présents ou représentés.

En cas de perte de la moitié du capital sociale, les gérants doivent soumettre à l'Assemblée Générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution peut être décidée par les associés possédant un quart des parts sociales.

Article vingt-neuf : Liquidation

En cas de dissolution de la société, l'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et émoluments et ainsi fixer le mode de liquidation.

TITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**Article trente : Droit commun**

Toutes clauses des présents statuts qui pourraient être contraires aux dispositions impératives de l'Acte Uniforme relatif aux droits des Sociétés Commerciales et du groupement d'Intérêt Economique ainsi qu'à la législation belge relative aux sociétés commerciales, sont considérées comme non-écrites, cependant, toutes dispositions impératives desdits textes ne figurant pas aux présents statuts sont censées en faire partie intégrante.

Tout litige qui viendrait naître de l'exécution ou de l'interprétation de présents statuts est de la compétence exclusive des tribunaux attribués par la commune de Grez-Doiceau.

Article trente-et-un : Election de domicile

Tout associé domicilié ou résident en dehors de la Belgique est censé, à défaut d'avoir fait connaître son adresse, être domicilié au siège de la société ou toutes notifications, sommations, assignations et significations lui seront valablement faites.

Article trente-deux : Délégation des pouvoirs

Pour l'authentification des statuts, la signature de l'acte de constitution et le suivi des démarches de constitution auprès des services administratifs compétents, les associés peuvent donner mandat à un professionnel ou une personne tierce ayant la preuve qu'il est mandataire des associés et donc, de la société.

Ainsi fait à Louvain-La-Neuve, le 09 Novembre 2018.

Les Associés gestionnaires,

1) Benjamin MALHERB 2) Nathan GERARD